

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 01/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BIOSTEAM**

Parc Edonia - Bâtiment T  
rue de la Terre Adélie  
CS 86820  
35760 Saint-Grégoire

Références : 20250731\_ReactiveIncident  
Code AIOT : 0005806000

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement BIOSTEAM implanté Route des Entreprises Jalonnement portuaire n° 4203 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection sur événement du 31 juillet 2025 a été réalisée à la suite de la déclaration d'un feu couvant dans une installation classée. Elle s'inscrit dans le cadre des missions assurées par l'inspection des installations classées en matière de gestion des situations d'urgence.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOSTEAM
- Route des Entreprises Jalonnement portuaire n° 4203 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005806000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Biosteam exploite une chaufferie biomasse sur le territoire de la commune de Gonfreville l'Orcher. La chaudière, d'une puissance de 43,5MWth, fournit de l'énergie (vapeur et eau chaude) à partir de déchets de bois et de combustibles solides de récupération (CSR). L'établissement alimente le réseau de chaleur urbain du Havre (Résocéane), ainsi que des industriels de la zone portuaire (Chevron Oronite, Yara et Safran).

#### Contexte de l'inspection :

- Accident

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 31/07/2025, article R. 512-69	Sans objet
2	Préservation des intérêts protégés par le code de l'environnement	Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 7.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 31 juillet 2025 avait pour but de vérifier l'organisation mise en œuvre par l'exploitant pour prévenir l'extension d'un feu couvant détecté au sein de son établissement. Dans cet objectif, l'inspection des installations classées s'est déplacée sur site dès la déclaration de l'événement, afin de procéder aux premières constatations et de s'assurer que les premières mesures de gestion ont été mises en place.

Il ressort de cette inspection que ces mesures, basées sur une présence humaine permanente, une surveillance du point chaud par caméras thermiques et l'usage préventif de moyens de refroidissement, sont propres à éviter l'extension du feu couvant, dans l'attente d'une solution garantissant son extinction.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/07/2025, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information de l'Administration
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à

porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

#### **Constats :**

Le 31 juillet 2025, Biosteam a informé l'inspection des installations classées d'un feu couvant détecté au niveau d'une fosse de stockage de combustibles de son établissement.

Les inspecteurs se sont donc rendus sur place et ont demandé aux représentants de l'exploitant de leur présenter un point de la situation.

Quelques semaines auparavant, les opérateurs ont observé une élévation de température dans le silo sud, localisée au niveau d'une porte d'accès au silo. Les opérateurs surveillent en effet la température de surface du stock de combustible, au moyen d'une imagerie thermique reportée en salle de commandes.

Les élévations de température dues aux auto-échauffements du combustible ne sont pas rares et l'exploitant réagit généralement en introduisant prioritairement les matières concernées dans la chaudière, de manière à supprimer ces points chauds. En complément, les fosses sont équipées de canons à eau permettant de refroidir le stock si nécessaire. Ces canons peuvent être déclenchés à l'initiative des opérateurs ou automatiquement, lorsque des températures supérieures à 90 °C sont détectées.

Dans le cas présent, les températures se sont maintenues à un niveau élevé, ce qui a conduit l'exploitant à conclure que le point chaud se trouvait en point bas du stock.

Le lundi 28 juin, l'exploitant a donc pris la décision de pénétrer dans le silo afin de lever le doute. À l'ouverture de la porte d'accès, l'introduction d'air frais a provoqué un rougeoiement, confirmant l'existence d'un feu couvant. Les intervenants ont entrepris de refermer la porte, mais en ont été empêchés par une déformation des vantaux.

Au moment de l'inspection, des températures élevées étaient toujours observées, le feu couvant étant entretenu par l'introduction d'air par la porte restée ouverte.

La chaudière était en service en l'absence de risque de propagation.

L'exploitant estimant que ses moyens internes suffisent à gérer la situation, le Plan d'Opérations Interne (POI) n'avait pas été activé et les secours extérieurs n'avaient pas été sollicités.

Les inspecteurs notent toutefois que cette situation anormale est survenue plusieurs jours auparavant et rappellent à l'exploitant la nécessité d'informer rapidement l'Administration de tout événement significatif de cet ordre.

En premier lieu, l'exploitant cherchait un moyen de réduire les apports d'air en calfeutrant la porte restée ouverte. Une réunion avait été programmée le lendemain de l'inspection pour discuter de ce point.

Dans un deuxième temps, la fosse devra être vidangée selon un protocole restant à établir en tenant compte du retour d'expérience tiré de l'événement de février 2024.

Le volume de combustible présent dans la fosse était estimé à moins de 800 m<sup>3</sup> (estimation grossière).

L'inspection a informé l'exploitant qu'elle lui demanderait la transmission d'un rapport analysant : les causes profondes de l'événement, ses conséquences sur les intérêts protégés par le Code de l'environnement, ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter un renouvellement. En particulier, le rôle joué par la porte d'accès dans le déroulé des événements devra être étudié, en considérant notamment d'éventuelles erreurs de conception ou de construction.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de veiller au strict respect de l'article R. 512-69 en déclarant, dans les meilleurs délais, les événements susceptibles d'évoluer vers des conditions incidentelles ou accidentelles.</p> <p>L'inspection des installations classées demande également à l'exploitant de lui adresser un rapport d'accident dès que l'analyse approfondie de l'événement aura été menée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Préservation des intérêts protégés par le code de l'environnement**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2020, article 7.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Limitation des conséquences d'un événement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées s'est assurée de la mise en place de mesures visant à empêcher l'extension du feu couvant.</p> <p>Ils se sont rendus dans la salle de commandes et ont consulté les informations fournies par l'imagerie thermique. Ils ont noté que la surface du stock présentait une température maximale de 73 °C au voisinage de la porte.</p> <p>Après s'être équipés de détecteurs de monoxyde de carbone, ils se sont rendus ensuite en surplomb de la fosse sud. Ils y ont observé un dégagement de fumées contenu dans le local (les exutoires de fumées étaient fermés). Ils ont également noté qu'aucune flamme n'était visible et que les fumées provenaient d'un secteur situé à proximité de la porte d'accès à la fosse.</p> <p>Les représentants de l'exploitant ont demandé aux opérateurs de mettre en service deux canons à eau, manœuvrables depuis une commande à distance.</p> <p>Après quelques minutes de fonctionnement, les inspecteurs ont observé l'absence de fumées. À leur retour en salle de commandes, ils ont noté une température maximale de surface de 54 °C. L'exploitant a expliqué que cette action de refroidissement est réalisée lorsque la température relevée atteint environ 70 °C (soit une occurrence d'une fois par quart).</p> <p>Les inspecteurs ont observé que l'eau de refroidissement était collectée en partie basse de la fosse et dirigée, via le réseau de collecte des eaux de ruissellement, vers le bassin de confinement du site. Ils ont noté que ces eaux transportaient également des cendres et imbrûlés susceptibles de colmater les regards de collecte. <b>Ils ont recommandé à l'exploitant de nettoyer régulièrement ces regards afin d'empêcher leur obstruction.</b> Un tour de l'établissement a permis de noter l'absence d'écoulements vers l'extérieur au moment de la visite.</p> <p>Les eaux contenues dans le bassin de confinement étaient pompées par des moyens mobiles et réinjectées dans la fosse pour compléter le refroidissement. De l'écume et une mousse blanche étaient observables au niveau du skid de pompage, que l'exploitant attribuait au fonctionnement de la pompe. Il a par ailleurs assuré qu'aucun émulseur n'était utilisé.</p> <p>Les inspecteurs ont interrogé Biosteam sur les effectifs disponibles en cette période de vacances scolaires. L'exploitant a déclaré que 7 à 8 personnes sont présentes durant les jours de semaines (dont un cadre apte à gérer une situation d'urgence) et deux personnes durant les quarts de nuit</p>

ou le week-end. Il considère que cet effectif permet de réaliser les missions actuelles de surveillance de la température et de refroidissement du stock. Ce grément pourrait être revu en fonction de la stratégie définie pour vidanger la fosse.

Compte tenu de ces observations et déclarations, les inspecteurs considèrent que l'organisation mise en place est propre à éviter l'extension du feu couvant dans l'attente de l'élaboration d'une stratégie de vidange de fosse.

Ils demandent à l'exploitant :

- d'adresser, au moins une fois par semaine, un point de situation à l'inspection des installations classées
- d'avertir les autorités de toute évolution défavorable de la situation
- de présenter à l'inspection des installations classées le protocole de vidanges de la fosse dès qu'il aura été défini.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- d'adresser, au moins une fois par semaine, un point de situation à l'inspection des installations classées
- d'avertir les autorités de toute évolution défavorable de la situation
- de présenter à l'inspection des installations classées le protocole de vidanges de la fosse dès qu'il aura été défini.

**Type de suites proposées :** Sans suite